

Recherches sociographiques



Commentaire

Vincent Lemieux

Volume 3, numéro 1-2, 1962

Situation de la recherche sur le Canada français

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/055114ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/055114ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de sociologie, Faculté des sciences sociales, Université Laval

ISSN

0034-1282 (imprimé)

1705-6225 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer cet article

Lemieux, V. (1962). Commentaire. *Recherches sociographiques*, 3(1-2), 83–85.
<https://doi.org/10.7202/055114ar>

Résumé de l'article

Pourquoi les responsables de l'organisation de ce colloque sur « L'état présent des recherches sur le Canada français » ont-ils demandé à un géographe de dresser le bilan des études régionales effectuées jusqu'ici sur le Québec et d'indiquer ce que peuvent être, selon lui, les perspectives de la recherche dans ce domaine ? Vous me permettrez de signaler quelques raisons qui ont pu, consciemment ou non, guider les responsables du colloque. Disons d'abord qu'il faut peut-être donner à cette invitation une signification symbolique. Discrètement, nos collègues sociologues auraient-ils voulu nous rappeler que nous aussi, géographes, nous pratiquons une discipline qui, par certains côtés, est bel et bien, ou devrait être, une science « sociale » qui pourrait normalement apporter une contribution de plus en plus importante à la connaissance du Canada français, des groupes humains qui l'habitent et des régions qui le composent ? C'est fort possible. S'il est encore trop tôt pour régler définitivement les rapports qui doivent exister entre la géographie et les sciences de l'homme, il était, en tous les cas, grand temps que nous nous trouvions tous ensemble à discuter de nos problèmes communs de description, de recherche et d'analyse du contexte québécois. L'organisation de ce colloque fait honneur à l'équipe de la revue *Recherches sociographiques* et il me plaît de le reconnaître avec gratitude. En me demandant cet exposé sur les études régionales, peut-être mes collègues ont-ils voulu tenir compte de cette prétention souvent affirmée par des géographes, mais, je dois dire, rarement admise par les autres, prétention suivant laquelle les études régionales constituent la chasse-gardée des géographes et, à la limite, disent certains, la justification ultime de la position de leur discipline à mi-chemin entre les sciences naturelles et les sciences de l'homme ? Est-il besoin d'ajouter que cette position n'est pas toujours très confortable ni très enviable ? Pour ma part, en tous les cas, je ne la recommande à personne et j'estime que les géographes ne se trompent pas trop quand ils considèrent la région comme le cadre privilégié de leurs recherches et quand ils cherchent à améliorer les méthodes susceptibles de faire avancer les études régionales.

Nos collègues des *Recherches sociographiques* ont donc simplement voulu reconnaître, je crois, l'importance quantitative des efforts déployés jusqu'ici par les géographes en vue de l'établissement d'une première description régionale du Québec. Il me reste le redoutable honneur d'ébaucher un jugement d'ensemble sur les travaux de mes collègues et sur les miens, ce que je vais tenter de faire avec un très grand souci d'objectivité.

COMMENTAIRE

Je ne m'emploierai pas ici à relever les études oubliées, volontairement ou non, par M. Bonenfant. Ou plutôt je n'en relèverai qu'une : *Les institutions politiques canadiennes*¹ de qui vous savez. M. Bonenfant m'en voudra peut-être, mais je soutiendrai quand même qu'en attendant l'ouvrage complet qu'il nous prépare, ce petit volume d'entretiens doit être intégré à l'inventaire de nos quelques produits originaux.

Ceci dit, je me limiterai, durant les quelques minutes qui me sont allouées, à l'une des quatre rubriques posées par les experts de l'Unesco, celle des partis, des groupes politiques et des opinions publiques. Certains travaux déjà faits ou entrepris, mais qui sont encore peu connus, retiendront mon attention, et aussi certains travaux à faire, dont vous vous doutez bien qu'ils sont nombreux. À la fin, je serai amené à déborder sur le secteur des institutions, ainsi que sur celui de la théorie et de l'histoire des idées, ce qui montrera, si besoin en est, que le développement dans un secteur des sciences politiques ne pourra que mettre en question, puis en branle, d'autres secteurs.

Comme vient de le dire M. Bonenfant, nous avons un peu pratiqué la sociologie électorale. En fait, nous commençons de la pratiquer. À côté de l'étude de Jean et de Marcel Hamelin et de Jacques Letarte, il faut mettre les thèses inédites de Paul Cliche et de Harold Angell, restreintes la première à la période 1927-1956, la seconde aux élections provinciales des années vingt, qui, par le débrouillage qu'elles ont accompli devraient permettre des travaux plus poussés. Au niveau des circonscriptions électorales, nous possédons aussi quelques essais de mise en ordre. La première étude a porté sur la circonscription de Lévis, une autre porte actuellement sur celle de Chicoutimi, et des calculs statistiques sont disponibles sur les circonscriptions de Beauce, de Portneuf et de Saint-Maurice. Toutefois, il n'existe pas, à ma connaissance, de travaux comparables sur les élections fédérales. Quant aux quelques recherches entreprises sur les élections et référendums municipaux, elles ont surtout montré des antagonismes internes aux municipalités : antagonismes entre quartiers à Sherbrooke, antagonismes entre vieux résidents et « immigrés » à Saint-Romuald.

Des premiers travaux portant sur les circonscriptions provinciales, certaines constantes se dégagent. Ainsi, les traditions électorales des localités composant une circonscription sont très diverses, mais les variations du vote d'une élection à l'autre sont beaucoup moins originales : si, par exemple, l'Union Nationale en reprend dans l'ensemble de la circonscription, elle en reprend aussi généralement dans à peu près toutes les localités, bien loin que de forts gains dans les localités « bleues » viennent effacer de moins fortes pertes dans les localités « rouges ». Un autre phénomène remarquable, qui se produit fréquemment dans Portneuf, est l'opposition dans une même localité entre le village et la paroisse, entendez par celle-ci le milieu plus proprement rural. C'est ainsi qu'une forte majorité « rouge » dans le village peut s'accompagner d'une non moins forte majorité « bleue » dans la paroisse, et vice versa. Je signalerai enfin un autre phénomène assez étonnant, que j'ai remarqué dans Lévis, phénomène d'ailleurs disparu : soit l'appui quasi unanime que donnaient des petites localités à l'un ou l'autre parti.

¹ Jean-Charles BONENFANT, *Les institutions politiques canadiennes*, Québec, Les Presses Universitaires Laval, 1954, 204 p.

Donc, au niveau de la province et des circonscriptions, l'enquête est commencée. Au niveau des individus aussi, où le rapport du Groupe de recherches sociales, sur les opinions et attitudes des électeurs québécois à la veille des élections de 1960, a proposé de premières hypothèses. À Montréal, des étudiants de science politique ont entrepris une recherche sur le militantisme politique de certains partisans libéraux. Mais entre les deux niveaux, c'est l'inconnu. Je suis pourtant convaincu, confirmé en cela par la lecture des meilleurs travaux français, anglais et américains, que c'est au niveau des localités, des petites collectivités politiques, qu'il y a le mieux à faire.

Des phénomènes politiques municipaux ont été étudiés à Beauport, à Lévis, à Sherbrooke, mais que savons-nous, par exemple, des connexions entre affiliations politiques et affiliations de parenté? Pas beaucoup plus que ce qui se trouve dans Miner. Sur cette question précise, tout est à faire, car si nos sociologues ont beaucoup discuté de la famille canadienne-française, ils ne nous ont donné que quelques études superficielles des réseaux de parenté et des attitudes qui les sous-tendent. Personne n'a suffisamment montré comment la parenté chez nous s'est instituée contre la société politique et sa coordination propre. Nous ne savons scientifiquement rien de l'organisation provinciale et locale de nos partis politiques, des techniques qu'ils emploient. Tout au plus un premier inventaire et une première interprétation de leur propagande ont-ils été tentés récemment par un étudiant.

Pourtant nous ne pourrions pas prétendre à une sociologie un peu rigoureuse du patronage politique, sociologie qui viendrait à son heure, tant que ces faits d'affiliation, d'organisation et de propagande partisans n'auront pas été éclairés. Et comme c'est lors d'une campagne électorale que ces faits se manifestent le mieux, il faudrait aller les saisir à ce moment. Pourquoi ne pourrait-on pas considérer ces campagnes comme un composé de *potlach* et d'interrègne, une espèce de phénomène politique total où sont renouvelées les alliances et réévalués les prestiges, où de fortes sommes sont dépensées en quelques jours, où des prestations et contre-prestations sont échangées : votes contre promesses, quand ce n'est pas contre boissons fortes ou appareils de télévisions? Lisez avec cette hypothèse en tête *Les mœurs électorales dans le Québec* de Jean et Marcel Hamelin, et vous verrez apparaître la dimension sociale du problème, trop souvent ignorée sous la dimension morale.

Des candidats à ces élections, des députés élus, que savons-nous? Voilà un autre champ de sociologie politique qui est bien peu développé et pas seulement chez nous. Pourtant une brève enquête, faite par un de mes étudiants, révèle un fait aussi étonnant que celui-ci : de 1867 à aujourd'hui, 10% des députés fédéraux nouvellement élus dans l'Ontario ont moins de 35 ans, mais dans le Québec cette proportion est de 22%. Pourquoi? Dans une certaine mesure parce que les nouveaux députés libéraux sont en moyenne plus jeunes que les nouveaux députés conservateurs, et que ces nouveaux députés libéraux sont proportionnellement plus nombreux dans le Québec que dans l'Ontario ; mais, sans doute, d'autres facteurs jouent aussi. Voilà une piste pleine de promesses pour qui voudrait évaluer notre apport à la Confédération canadienne.

M. Bonenfant remarquait avec raison que nous n'avons rien produit en science de l'administration publique. Je signalerai toutefois qu'une enquête est en cours sur certaines caractéristiques de quelque 200 hauts fonctionnaires de la province de Québec, sans qu'on puisse encore voir ce qui

en sortira. Non seulement nous n'avons jamais étudié scientifiquement le problème du contrôle de l'acte administratif, mais l'histoire de nos différents ministères, leur organisation, leur fonctionnement n'ont pas encore tenté les chercheurs. C'est d'autant plus regrettable que ceux-ci disposent aujourd'hui d'une bien vivante sociologie de la bureaucratie, équipée des outils conceptuels fournis par les théories modernes de l'organisation, du pouvoir, de l'information et de la décision. On se doute bien que des expériences fort importantes et fort passionnantes se déroulent actuellement dans certains secteurs de l'administration provinciale, mais il ne se trouve personne pour les observer scientifiquement. Vous me direz qu'on ne permettrait pas à des intrus de faire l'étude de tout cela, mais a-t-on seulement tenté l'aventure ?

Nous sommes encore plus pauvres, si c'est possible, en études sur les groupes de pression, alors qu'aux États-Unis, en France et en Angleterre ces études sont de plus en plus nombreuses. Dans ce domaine aussi l'observation n'est pas facile, mais la difficulté devrait être davantage un stimulant qu'un empêchement. Nous continuons de penser notre système politique en termes de pouvoir exécutif, de pouvoir législatif, et de pouvoir judiciaire, et dans ce schéma la bureaucratie, les groupes de pression, les opinions publiques s'intègrent mal ou pas du tout. De même, comme l'indiquait M. Bonenfant, nous continuons de penser le fédéralisme canadien en des termes juridiques qui recouvrent mal ou pas du tout les phénomènes sociaux, économiques et même politiques qui se produisent réellement. Nous ne serons sauvés de ces mauvaises habitudes, qui se traduisent parfois en mauvaise politique, que par des théories nouvelles, partielles ou globales, qui rendront compte de tous les faits visés, en les expliquant les uns par les autres.

C'est aussi à un traitement par des méthodes nouvelles d'analyse du contenu qu'il faudrait soumettre nos idéologies politiques et leurs différents avatars, les considérant comme des mythes propres surtout à réduire des contradictions inscrites dans nos structures sociales. Mais une telle approche présuppose une connaissance très poussée des structures sociales et de la culture, aussi bien matérielle qu'immatérielle : elle dépend donc des progrès qui seront faits dans d'autres domaines.

Au terme de ce commentaire je n'ajouterai rien aux pertinentes remarques de M. Bonenfant sur la stratégie de nos recherches. Je crois avec lui qu'un certain dirigisme est nécessaire, et qu'il faut, pour une plus grande richesse, concilier en nous les apports américain, anglais et français. J'ajouterai seulement que, déjà, des départs peuvent être pris, en séminaire, autour d'un professeur. J'en ai fait une première expérience, durant le semestre qui s'achève. Une quinzaine d'étudiants sont allés en éclaireurs dans diverses directions et ils ont rapporté de riches découvertes, dont quelques-unes furent signalées ici. Ces premières explorations ouvrent la voie à des enquêtes mieux orientées où nos quelques chercheurs pourront poser aux faits des questions plus précises.

Souhaitons enfin que ces quelques chercheurs se multiplient, non pas pour établir l'hégémonie de nos disciplines sur les autres, mais pour que notre contribution, qui est de montrer comment sont coordonnées les relations sociétales, ait sa place dans la connaissance plus exacte que nous aurons demain du Canada français.

Vincent LEMIEUX

*Département de science politique,
Université Laval.*